

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Laurent Gbagbo, une bête politique...

- Monde -

Date de mise en ligne : lundi 15 février 2010

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Le président ivoirien a annoncé vendredi la dissolution du gouvernement et de la commission électorale chargée d'organiser le scrutin présidentiel à la suite d'un différend sur l'enregistrement des électeurs.

source : www.linternationalmagazine.com - 13/02/2010

"Le gouvernement est dissous. J'ai demandé aujourd'hui au Premier ministre Guillaume Soro de former un nouveau gouvernement avant le 15 février", déclarait hier soir le président ivoirien sur la chaîne de télévision nationale RTI. Et d'ajouter : "Le processus de paix est à nouveau brisé".

La décision de **Laurent Gbagbo** fait suite à celle prise jeudi par son premier ministre **Guillaume Soro**, un ancien rebelle, de suspendre pour une durée indéterminée le processus d'enregistrement des électeurs après plusieurs journées de tensions violentes concernant la gestion du problème par le gouvernement. Le président l'a officiellement reconduit dans ses fonctions et lui a demandé deux choses.

D'abord de déterminer le format d'une nouvelle commission électorale, ensuite de former un nouveau gouvernement qui « se mette au service des ivoiriens et non aux ordres des partis politiques ».

Selon l'accord de paix signé au Burkina Faso en 2007, Laurent Gbagbo n'a pas l'autorité pour dissoudre la commission électorale qui est censée être indépendante. Il affirme cependant avoir pris cette décision en vertu de l'article 48 de la Constitution ivoirienne. Cet article prévoit qu'en cas de menace grave et immédiate sur les institutions, sur l'indépendance de la nation, l'intégrité du territoire ou encore l'exécution de ses engagements internationaux, le président de la République a le droit de prendre des mesures exceptionnelles. Autrement dit, il s'agit d'un article qui permet au président de s'attribuer les pleins pouvoirs.

Le chef de l'État et la commission électorale, dont le chef Robert Mambé est issu de l'opposition, divergent sur la composition des listes, en raison de nombreux désaccords sur la question de l'"ivoirité" des électeurs à inscrire. Gbagbo accuse Mambé d'avoir tenté d'ajouter plusieurs milliers de noms sur les listes alors que leur identité ivoirienne n'était pas vérifiée, dans le but de gonfler le vote d'opposition. "Le président de cette institution a mené une opération illégale dans le but d'obtenir l'inscription frauduleuse de 429.000 personnes sur les listes électorales", a déclaré Laurent Gbagbo.

Une nouvelle incertitude

Toutes les parties au processus de paix devant être d'accord sur le nom du responsable de la commission électorale, le processus de choix d'un successeur à Robert Mambé pourrait se révéler long. "Au moment où nous pensions avoir atteint notre objectif d'élections propres, nous voyons que la paix que nous avons passionnément préparée a été prise en otage par des partis politiques", a déclaré Laurent Gbagbo.

Les adversaires de Gbagbo, dont l'ancien Premier ministre **Alassane Ouattara** et l'ex-président **Henri Konan Bédié**, accusent le chef de l'État de manoeuvres dilatoires pour repousser sans fin l'épreuve des urnes. Des responsables de leurs partis ont affirmé qu'ils refuseraient de participer à la prochaine élection. "Nous sommes choqués par sa décision qui montre clairement le désir du chef de l'État d'éviter des élections. Nous ne pouvons accepter une dictature en Côte d'Ivoire", a déclaré Anne Ouleto, porte-parole du Rassemblement des républicains d'Alassane Ouattara. Konan Bertin, président des jeunes du Parti démocratique de Côte d'Ivoire de Henri Konan Bédié a demandé aux Ivoiriens de refuser la décision du président.

"...un uppercut à l'opposition"

Du côté de la presse nationale, les réactions sont diverses. *"Laurent Gbagbo met l'opposition à ses pieds"*, avance Nord-Sud, proche de l'ex-rébellion des Forces nouvelles (FN) dirigée par le Premier ministre Guillaume Soro, reconduit vendredi pour former un nouveau gouvernement. L'opposition *"va livrer bataille pour le maintien de ses portefeuilles ministériels"* et de ses postes dans la nouvelle CEI après la crise ouverte par la présumée *"fraude"* à la commission, juge-t-il.

"Le chef de l'Etat a administré un uppercut à l'opposition", écrit le quotidien indépendant Soir-Info, qui prévoit un "gouvernement composé essentiellement de la majorité présidentielle et des FN". *"L'occasion est plus que belle pour (les leaders de l'opposition) Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara notamment, de réagir en opposants 'vrai-vrai'"*, analyse L'Inter (indépendant), tout en redoutant des "troubles".

Pour les deux principaux journaux d'opposition, Le Nouveau réveil et Le Patriote, M. Gbagbo a *"déchiré"* l'accord de paix de 2007. Le premier fustige *"une gifle magistrale à la communauté internationale, au 'facilitateur' (le président du Burkina Faso) Blaise Compaoré et surtout"* à Guillaume Soro, quand le second dénonce un *"coup d'Etat"* et évoque *"une ère d'incertitude et de tous les dangers"*. A l'inverse, le journal du parti présidentiel, Notre voie, se félicite que *"l'Etat s'affirme"*.

M. Gbagbo veut en finir avec *"la présence improductive et malfaisante des partis politiques"*, interprète le journal, qui prédit *"un gouvernement restreint de 15 à 20 membres (contre 33 dans le précédent, ndlr) essentiellement de technocrates"*.

Peu de journaux s'interrogeaient sur les répercussions des décisions de M. Gbagbo sur la tenue de la présidentielle, censée sortir le pays de la crise de 2002 et reportée depuis 2005. L'élection *"qui semblait être à portée de main est désormais rangée aux calendes grecques"*, se lamente L'Inter.

lire aussi sur www.lesafriques.com (13-02-2010) : [Le gouvernement et la Commission électorale dissous, Gbagbo bat les cartes](#). Par Louis S. Amédé, Abidjan

sur www.aps.sn (15-02-2010) : [La RADDHO recommande la fixation d'une date pour la présidentielle ivoirienne](#)

et sur www.afrik.com (15-02-2010) : [Côte d'Ivoire : quelle mouche a piqué Laurent Gbagbo ?](#), par Stéphanie Plasse
